29 novembre au 3 décembre

Discours introductif

Congrès de Porticcio 2021

Nous voilà ENFIN réunis toutes et tous ensemble pour notre congrès national ! Nous l'aurons reporté pour éviter la première vague puis la deuxième, la troisième, la quatrième, mais malheureusement on se retrouve en pleine cinquième vague… Le moins que l'on puisse dire c'est que ce congrès se sera fait attendre mais pour de bonnes raisons, celles de la qualité d'échanges en présentiel plutôt qu'un formalisme en visio conférence compte tenu du contexte pandémique. Certes, les reports successifs auront pu nous mettre en difficulté et nui un peu à la dynamique que constitue l'enchainement des congrès départementaux, académiques et national mais, d'un autre côté, nous nous plaçons de manière fort opportune à la veille d'échéances électorales majeures. Ce congrès, au-delà de la définition de mandats pour les années à venir, sera donc aussi celui de la continuation d'une campagne offensive pour l'EPS, le Sport scolaire, le sport et l'ensemble des personnels, campagne qui a débuté dès la rentrée.

Vous avez toutes et tous, dans le bulletin spécial congrès, lu le rapport d'activité. Je ne reviendrai donc pas dans le détail de tout ce qui a pu se passer lors de ces quatre dernières années. Et c'est heureux, parce que cela aurait pu nous prendre la semaine… Le moins que l'on puisse dire c'est que nous avons été sous la pression constante de transformations en profondeur sur tout un ensemble de sujets remettant en cause, en le fragilisant fortement, notre modèle social, notre Ecole, notre rôle social au sein du système éducatif et que, malheureusement, nous n'aurons connu aucune pause qui aurait permis de travailler à développer les mobilisations nécessaires.

Pour comprendre la « lessiveuse » dans laquelle nous avons été plongés, il ne faut pas s'arrêter aux diverses mesures et réformes mais plutôt essayer de cerner leur logique. Logique qui sera restée le plus possible masquée tout au long du quinquennat.

Une des particularités de la gouvernance « macronienne » aura été de, stratégiquement, s'attaquer sans cesse à différents sujets en les découpant, en les livrant de manière simultanée ou consécutive, mais dans un temps court… dans le but inavoué de masquer le projet néolibéral global pour empêcher une prise de conscience générale et le développement de mouvements contestataires d'ampleur.

Certains ont pu paraître surpris, mais le ton et l'orientation avait, dès le départ, été délivrés. C'est dans l'expression de Macron sur la volonté de faire de la France une « startup nation » qu'il faut rechercher les ressorts de sa politique et de sa gouvernance. Comment gérer un pays comme on gérerait une entreprise ? Quel levier utiliser ? Quel management pour reprendre l'expression en vogue dans ce milieu ? Partant de ce questionnement, on peut tout à fait décliner la politique qui aura été à l'œuvre durant ces cinq années.

D'abord, il faut un patron à l'image d'un capitaine d'industrie. Un chef tout puissant qui, seul, détient toutes les clefs, la vision stratégique et dispose d'un entourage à ses ordres, à même de mettre en œuvre sans trop discuter les transformations visées. Pour y parvenir, il fallait non des politiques de premier plan mais des technocrates, des personnalités issus de la société civile qui peuvent faire preuve d'une certaine technicité mais qui sont de véritables amateurs de la chose publique, de la chose politique. Le mouvement initié par Macron en dehors des partis s'est construit sur cette base. Un peu comme un chef d'entreprise qui s'entoure de collaborateurs. On ne « recrute » toutefois pas n'importe qui… Ce sont les tenants d'un

libéralisme débridé, du néolibéralisme qui se reconnaissent dans cette structuration. On a donc pu assister, par ce jeu et par le ni droite ni gauche qui a bouleversé les clivages habituels, à un déclin certain des partis politiques et à l'émergence d'une forme d'auto-entreprenariat politique, avec l'inconvénient majeur que cela se fait sur la base d'insuffisances programmatiques manifestes (Zemmour est aussi sur cette ligne).

Cette construction, autour d'un chef qui se veut incontesté et incontestable au sein de son gouvernement et plus largement, se manifeste aussi par un mépris de classe sans précédent. Avec Macron, le néolibéralisme a fortement progressé dans notre société et la lutte des classes menée par les puissants autour de lui a atteint des sommets. Toute l'action publique est tournée vers la réussite de ces classes dirigeantes à coup de favoritisme, de privatisations, d'aides et de mesures fiscales, de plans de relance à leur bénéfice etc.

L'Etat social recule sur le principe fondateur que chacun, chacune est responsable de la situation dans laquelle il/elle est, responsable de ses réussites comme de ses échecs, responsable de la construction de son propre avenir. Les aides sociales coûteraient un « pognon de dingue » sans servir le projet d'une compétitivité exacerbée et de la production de richesses. Suppression de l'ISF d'un côté, diminution des APL de l'autre ont été les premières actions de l'ère Macron en ce sens et elles en sont devenues un symbole, même si les régressions sociales n'ont eu de cesse de s'amplifier.

Cette avancée du néolibéralisme avec tous ses avatars s'accompagne de crises multiformes. C'est finalement le « quoi qu'il en coûte » qui marque cette réformite aiguë. Aller vite est incompatible avec les temps longs de débats et de construction collective. Les lois, décrets, circulaires, passent donc plus ou moins en force et les débats démocratiques et contradictoires ont été mis sur le reculoir. Que ce soit dans les territoires, dans les assemblées ou dans les instances que nous connaissons, la première crise est une crise démocratique doublée d'une crise politique par la perte de repères, construite sur la base de la déliquescence de certains partis, jugés comme dépassés et d'un autre temps, et du recrutement à droite et à gauche des éléments constitutifs du mouvement En Marche. Tous les corps intermédiaires ont été niés et attaqués parce qu'ils pouvaient représenter des freins aux changements voulus. La démocratie sociale qui pouvait s'installer dans la rue pour contester les projets a été réprimée durement, avec une répression orchestrée via les forces de l'ordre. Dans le même temps, il s'est employé, dans la fonction publique et les services public, par la loi TFP, à attaquer le syndicalisme et surtout celui de transformation sociale progressiste, jugé comme étant d'un autre temps et archaïque, en lui ôtant toutes les prérogatives de contrôle de l'intérêt général. Pour libéraliser des pans entiers de services publics, il fallait fragiliser les cadres collectifs de travail et les organisations regroupant les salariés. Il fallait faire taire toute contestation !

Le choix manifeste de privilégier les plus riches, moteurs soi-disant de la compétitivité de la France et de l'économie financiarisée, a amplifié la fracture sociale et les inégalités. Le patrimoine du club des 500 familles les plus riches qui était en 2010 de 11 % du PIB, atteint 43 % en 2021 (dossier Challenge), quand dans le même temps, le nombre de pauvres en France atteint maintenant 12 millions de personnes, soit 18,4 % de la population.

Une autre crise que je voudrais pointer est celle qui est liée à la gestion de la pandémie et sur la projection dans l'après. Le moins que l'on puisse dire sur la gestion elle-même de la crise pandémique c'est que cette dernière aura été et est toujours on ne peut plus erratique. Les consignes et injonctions changent de jour en jour, en tentant non pas de répondre à l'urgence sanitaire, mais en collant le plus possible aux évolutions pour permettre au travail, à l'économie de continuer. L'ouverture des écoles participait de cet objectif par la prise en charge des jeunes qui permettait aux parents de se rendre au travail. La fragilité de notre système de santé avec une recherche médicamenteuse exsangue, des fermetures de lits hospitaliers qui ont nui à la prise en charge des malades, la production de vaccins, de masques, de gel… délocalisés ont été révélés à cette occasion mais, pour autant, les politiques publiques de santé sur ces aspects n'ont peu, voire pas évolué… L'infantilisation dans laquelle Macron place les Français a ici éclaté plus fortement au grand jour. L'épidémiologiste en chef, Macron, décide seul (en suivant ou non un conseil de défense travaillant en huis clos), édicte des règles et renvoie chacun à sa propre responsabilité avec punition à la clef : les endroits autorisés ou non, le passeport vaccinal, les amendes…

« Gouverner, c'est prévoir ; et ne rien prévoir, c'est courir à sa perte » écrivait Emile de Girardin. Cette crise sanitaire a été le révélateur d'un modèle, le néolibéralisme, dans l'incapacité de répondre aux enjeux.

Le changement de modèle, si un bilan était tiré, devient indispensable non seulement au plan sanitaire en réinvestissement sérieusement dans la médecine, les hôpitaux, la recherche, la revalorisation des métiers de la santé, toutes celles et ceux que nous avons applaudi et qui sont retombés rapidement dans l'oubli – un appel à la mobilisation est d'ailleurs lancé pour l'hôpital public ce 4 décembre -, mais aussi au plan économique, social, écologique. Engoncé, enfermé dans une idéologie mortifère, les transitions n'ont pas été réfléchies et tout a été fait pour la perpétuation du système. Ce non-changement a des impacts lourds de conséquences. Les petites mains qui ont permis de continuer à vivre pendant les confinements ne sont pas plus reconnues, l'uberisation du travail perdure, les petits boulots peu rémunérateurs se multiplient pour afficher des résultats sur une pseudo baisse du chômage, la reprise industrielle et des entreprises fait exploser les demandes en matière première, alors que les stocks sont moindres et génèrent une augmentation de ces matières premières dont l'énergie, qui impactent lourdement les ménages avec l'augmentation du gaz, de l'électricité, des carburants et des répercussions sur les prix des biens de consommation - cette flambée des prix fait craindre au gouvernement une reprise d'un mouvement de type Gilets Jaunes -, les délocalisations de productions qui continuent (voir l'entreprise SAM ces derniers jours), les permis de polluer qui subsistent et la COP 26 qui aura été un nouvel échec patent pour la transition écologique…

La crise écologique, climatique, la mise en danger de nombreux écosystèmes, la disparition d'espèces sont avérées et indiscutables. La prise de conscience après les multiples alertes progresse de jour en jour et pourtant… pourtant rien n'est fait ou si peu. Il y a une difficulté réelle de l'ensemble des politiques à imaginer autre chose que le capitalisme et la consommation à outrance. Des solutions pour une transition écologique et sociale ont été produites mais le système résiste à sa propre transformation voire à sa disparition.

Cette question écologique, de réchauffement climatique et celle des inégalités générant toujours plus de pauvreté, sans compter les nombreux conflits armés, produisent des mouvements de population qui vont en s'amplifiant. Les migrants recherchant sécurité, amélioration de leur situation, sont à la recherche d'un présumé eldorado. Les politiques mises en œuvre face à ce qu'on a appelé une « crise migratoire » sont loin de répondre à ces problématiques qui ne sont, au final, que le révélateur dramatique des inégalités à l'échelle mondiale. Construire des murs, qu'ils soient réels ou symboliques n'est pas la solution et la noyade d'une trentaine de personnes à Calais, ces derniers jours, nous le rappelle cruellement.

Les organisations, associations, syndicats se sont mobilisés et se mobilisent pour un autre avenir, comme dans le collectif « Plus Jamais ça », dans lequel la FSU est partie prenante, ou encore parce que là aussi les divisions existent, dans le « Pacte du Pouvoir de Vivre ».

Je ne m'étendrai pas plus sur ces crises parce qu'il y en aurait bien d'autres, mais la résultante de l'action gouvernementale ces dernières années est la fracturation de la société française. Fracture entre les riches qui s'enrichissent toujours plus et les pauvres de plus en plus nombreux (le ruissellement promis n'aura jamais lieu mais nous n'en doutions pas), une fracture entre les catégories d'âge avec une attaque sur les retraités, via leur pension et retraites (les retraités seront d'ailleurs dans l'action le 2 décembre), considérés comme des poids morts dans l'économie alors qu'ils et elles y participent amplement, une fracture entre les origines sociales, entre les origines tout court… Bref, la société est de plus en plus divisée et la recherche de boucs émissaires, souvent l'étranger, est exacerbée.

En dehors des débats qui ont cours en ce début de campagne présidentielle qui sont très éloignés des attentes réelles des Français en se concentrant beaucoup trop sur la sécurité, l'immigration, la réduction à tout crin de la dépense publique, ce qu'on observe dans la période récente, c'est un travail idéologique mené par le gouvernement, sur les valeurs et principes. Force est de constater que les principes républicains au fronton de notre République : égalité, fraternité, liberté est battue en brèche par l'action gouvernementale. Nous sommes dans un contexte où la notion d'égalité, au regard des politiques, n'a plus de sens réel, où celle de fraternité perd de son sens avec le chacun pour soi, responsable de son propre parcours et une mise à l'index des solidarités, et celle de liberté chaque jour un peu plus entravée.

L'objectif est donc de redéfinir cet ensemble pour faire accroire que le politique est toujours pleinement investi sur ces questions. Je n'évoquerai pas ici la question de la laïcité parce que nous aurons dans ce congrès un temps dédié, mais la construction de Blanquer autour du carré régalien est emblématique de cette volonté de redéfinir l'ensemble. Faire de ces principes quelque chose de régalien revient à mettre à la main du gouvernement, puisque le régalien relève de son exercice, la définition même de ces principes en confondant volontairement ce qui relève de l'Etat, de la République et ce qui relèverait d'un gouvernement. C'est du même ressort que ce qui est fait autour de la laïcité et est extrêmement dangereux. Sous forme de contraintes, de velléités punitives, il est fait la chasse aux entorses aux principes républicains pour l'ensemble de la population, alors même que le gouvernement s'en exonère largement.

Si cette courte caractérisation du contexte général qui ne reprend pas l'ensemble des problématiques n'est pas rose, et il ne l'est pas, il ne faut pas occulter toutes les résistances à l'œuvre, qu'elles soient locales ou nationales. De nombreuses mobilisations ont émaillé ce mandat, mais au fil du temps, de répressions en répressions, on a pu observer un essoufflement et une baisse de ces temps forts. Les raisons en sont multiples : la violence, le manque de temps pour travailler correctement à des mobilisations majoritaires, la multiplication des mots d'ordre, la question des formes de mobilisation : grèves et manifestations dans lesquelles nombre de personne ne se reconnaissent plus etc. Ce ne sont ici que quelques facteurs qui n'expliquent pas tout. Le SNEP-FSU, pour ce qui le concerne, travaille d'autres formes comme les Soirées de l'EPS, la Semaine de l'EPS, les colloques et diverses initiatives, mais nous avons encore du mal à faire percevoir à nos collègues ces moments comme des moments des mobilisations tout aussi importants et qu'il faut nous faire vivre davantage.

Sur l'Ecole, les mêmes ressorts politiques ont été utilisés. La réussite de tous n'est pas au cœur de l'action de Blanquer. Dans la ligne droite de ce qu'il mettait en place lorsqu'il était DGESCO, la visée est celle de faire de l'Ecole le lieu de la sélection pour dégager une élite. D'un côté, celles et ceux qui auront les codes et des possibilités extérieures à l'Ecole d'aller plus loin, de l'autre, une remise en avant des fondamentaux : lire, écrire, compter à quoi on a adjoint le respecter autrui. La culture commune qui devrait être celle distribuée, offerte à tous les élèves, n'a plus d'existence, mais chaque élève doit maintenant avoir accès à un parcours qu'il aura choisi (et le choix est souvent contraint). C'est la question de l'individualisation des parcours dès le lycée avec le jeu des enseignements de spécialités ou encore, pour observer davantage cette fracture scolaire organisée, la baisse des enseignements généraux dans les lycées accompagnée d'une forte mise en avant de l'apprentissage dans la voie professionnelle.

Parcoursup parachève cet ensemble visant le tri des élèves. Dès le début, le SNEP avec la FSU a contesté cette orientation et a lutté contre les dérèglementations et les réformes des lycées généraux et professionnel, du baccalauréat et des programmes.

Face à cette fronde, le ministère a mis en œuvre de nombreux dispositifs : convocation de disciplinaires pour faire taire les contestations, mobilisation de toutes les hiérarchies intermédiaires, corps d'inspection et de direction qui ont démultiplié les injonctions, stages de formation aux réformes obligatoires etc. Le mal-être et le malaise professionnel sont de plus en plus profonds, en témoignent les difficultés à recruter qui sont autant dues à une absence de revalorisation salariale qu'à une perte de sens, d'utilité sociale du métier d'enseignant. En témoigne également l'augmentation sensible du nombre de démissions ou de ruptures conventionnelles (quand elles sont acceptées) au sein de l'Education nationale. Les enseignants, minorés dans leur rôle et fonction, perdus face à une kyrielle de transformation profonde, se trouvent la cible régulière d'attaques, non seulement des réactionnaires habituels, mais aussi de l'institution quand elle dit que nous serions permissifs sur les principes républicains, ou encore quand elle traite une partie de la profession d'islamogauchistes, ou bien encore quand elle refuse une revalorisation salariale plus que légitime au regard des comparaisons internationales si chères à notre ministre, ou de la perte subie depuis de nombreuses années du fait du gel de la valeur du point d'indice…

Traiter de ce qui relève d'un passé proche ou du présent est essentiel pour se projeter vers un ailleurs sur lequel nous devons travailler et construire. L'exercice est souvent délicat parce qu'il est toujours difficile de s'extraire de nos quotidiens, mais c'est aussi le rôle d'un congrès national que de dresser des perspectives plus « heureuses ».

Nous pourrions intituler notre congrès : De l'utopie et l'espoir, comment le rêve devient moteur de l'action ?

Ce que le SNEP m'a enseigné de manière vigoureuse, c'est que l'EPS, à son niveau comme d'ailleurs toute discipline, participe de la transformation sociale. Derrière l'acte d'enseigner se joue bien plus que la transmission de savoirs et de connaissances, il y a des enjeux philosophique, idéologique, politique et qu'en fonction des choix que l'on fait se dessine une certaine éducation. L'Ecole ne peut pas tout mais elle est le ferment, le lieu d'incubation des transformations. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les différents programmes qui émergent. Quand des partis de droite nous promettent suppressions de postes, retour à une discipline fantasmée d'antan, retour à des savoirs procéduraux et instrumentaux, des partis de gauche prônent recrutements et culture commune. Etudier les différents programmes comme ceux d'histoire géographie ou de sciences économiques et sociale, ou d'autres, permet aussi de mesurer ces enjeux politiques et idéologiques. L'EPS dépasse elle aussi le simple enseignement moteur, on nous pousse à travailler de grandes compétences dites transversales, dans lesquelles sont mises en avant des valeurs qui sont celles du néolibéralisme. On parle par exemple d'activités d'opposition en occultant les coopérations, on parle de la gestion de sa propre vie future renforçant le caractère individualiste et en rendant l'élève responsable seul de ce qu'il construit etc.

Face à une société où chacun se replie sur soi, où l'individualisme progresse, face aux fractures de plus en plus fortes, aux inégalités encore renforcées par le distanciel, qu'il soit synchrone ou asynchrone, face au zapping comme mode de consommation qui percute l'ensemble de l'Ecole, aux effets de mode, au travers des usages du sport gangréné par la financiarisation, le supportérisme détestable…, nous avons à réfléchir et construire une EPS de combat.

Parce qu'il ne suffit pas de dire que l'EPS est le seul lieu de la démocratisation des activités physiques sportives et artistiques pour que ce soit le cas, nous avons à construire les conditions de cette démocratisation qui ne peut passer que par la construction d'une culture commune de l'EPS. Sans apprentissage approfondi des techniques qui sont la sédimentation de tous les éléments constitutifs d'une APSA et portent en elles l'ensemble des savoirs, connaissances, émotions, histoire… nous ne sommes porteurs que d'ersatz de démocratisation. Les quatre heures d'EPS sont au cœur de ce combat.

Parce qu'il ne suffit pas de dire que nous sommes porteurs d'égalité pour que cette dernière soit réelle, nous avons à porter les conditions de son effectivité. Nous avons à travailler, en contexte de mixité, à la manière dont nous prenons en charge professionnellement la place des filles pour la revaloriser et permettre leur engagement dans les pratiques physiques. Au lendemain des manifestations contre les violences sexuelles et sexistes, nos postures et manière de faire professionnelles doivent être interrogées pour effacer toute violence symbolique souvent inconsciente.

Nous avons à repenser les programmes et les certifications pour que, quel que soit l'endroit sur le territoire, les élèves aient droit à une même éducation, un même enseignement. La dimension nationale des certifications doit être remise au cœur parce que d'elle, nous le savons tous, dépend la construction des contenus et le choix des APSA. Nous avons à revendiquer plus fort encore des équipements sportifs dignes de ce nom et accessibles à tous.

Parce que nous savons qu'enseigner est un acte qui s'inscrit dans la durée et sur le temps long pour stabiliser des apprentissages, il est impossible de se satisfaire du peu d'horaires élèves disponible.

Face à l'individualisme nous avons à réinstaller des pédagogies de la coopération. On apprend par et avec l'autre et ce n'est pas la mise en œuvre du coaching qui répond à cette problématique.

Pour s'émanciper, la jeunesse a besoin de tous les codes et valeurs. Elle a besoin de voir, connaitre, comprendre, ce qui se joue dans la société. Elle a besoin d'une culture commune riche et ambitieuse et il nous faudra surement reprendre le chemin de construction de notre projet d'Ecole adopté en congrès.

Par rapport au sport, nous devons en finir avec le débat mortifère organisé et instrumentalisé par le Ministre entre le Sport et l'EPS. Tout au long de son mandat, avec une accélération lors de la création du nouveau périmètre de l'Education nationale intégrant le sport, Blanquer a joué de la confusion systématique entre le sport et l'EPS : le « Sport à l'école », « Cours le matin, EPS et Sport l'après-midi »,

« 30 minutes d'activités par jour », dispositif « Un club, une école » et j'en passe. Ce faisant, il s'est attaché à faciliter l'entrée des clubs et associations au sein de l'Ecole, niant les dispositifs déjà existants comme le sport scolaire, les sections sportives etc.

Le sport est en crise. Si cette crise a été fortement révélée et amplifiée par l'épidémie, elle préexistait déjà. L'absence de politique publique du sport est patente, notamment concernant le sport pour toutes et tous. La loi sur le sport n'aura jamais vu le jour, seul le projet de loi pour démocratiser le sport en France continue son chemin parlementaire en étant examiné au Sénat. Le seul problème c'est que ce projet de loi ne porte rien en termes de démocratisation du sport…

L'éclatement structurel du ministère des sports avec la création de l'ANS, des DRAJES, rend de plus en plus illisible l'action en faveur du sport. L'essentiel de l'action publique est tourné vers le haut niveau et la dernière expression de Macron lors de la réception des médaillés aux derniers Jeux est inquiétante. Ce dernier voulant calquer le modèle anglo-saxon en privilégiant le financement vers les sports et athlètes en capacité de rapporter des médailles aux Jeux Olympiques de Paris.

La COVID et les mesures sanitaires ont fortement bousculé le monde du sport mis à l'arrêt durant une longue période. La fuite des bénévoles, la difficulté à faire revenir les licenciés, à organiser les compétitions, fragilisent nombre d'associations et cette cinquième vague fait craindre une nouvelle année de difficultés.

Réfléchir au sport en France c'est aussi réfléchir à l'EPS de demain parce que le sport, les arts, sont les contenus culturels de nos enseignements et que les activités physiques sportives et artistiques sont vectrices, il ne faut pas l'occulter, de bien-être, de développement de soi, de lien social…

Cette problématique de crise du sport en France est aussi malheureusement celle du sport scolaire qui a perdu, du fait de l'absence de rencontres et des contraintes sanitaires, 350 000 licenciés. Si le manque de politique publique pour le sport est criant, il en est de même pour le sport scolaire qui s'est retrouvé face à un management formel sans visée aucune, le SNEP-FSU allant jusqu'à interroger la présence d'un pilote dans l'avion.

Que ce soit en EPS, en Sport ou dans le sport scolaire, tout est renvoyé au local et à la débrouillardise des acteurs. Ces dérèglementations s'inscrivent dans le schéma général avec une tête Macron ou Blanquer et des hiérarchies locales qui renvoient la responsabilité aux personnes sur le terrain. Ce modèle ne peut perdurer et nous avons à porter des revendications pour réformer cette structuration.

Tout ce que je viens de brosser très rapidement nécessiterait sans doute un congrès de trois semaines. Il n'en fera pourtant qu'une (sauf si d'ici la fin de semaine nous nous retrouvons confinés en Corse) lors de laquelle nous aurons à définir ce qu'on appelle des mandats horizons, une visée que nous travaillerons dans le temps pour, étape par étape, construire le projet, lui donner encore plus de corps et le porter auprès de tous les décideurs, les politiques. Les enjeux sont lourds tant les dégradations sont fortes. Porter l'importance des pratiques physiques sportives et artistiques dans un pays fortement marqué encore par une forme de dualisme cartésien nécessitera un travail sur les représentations qui sera long mais potentiellement fructueux. Comme l'a dit récemment le président de la Fédération Française de Badminton : « Le sport peut changer le monde à la condition d'une révolution culturelle… »

Ces combats engagés pour partie et ceux, nouveaux, que nous déciderons ne pourront être le seul fait de vous toutes et tous ici présent.es. Vous êtes déjà extrêmement engagé.es pour la reconnaissance et la valorisation de la discipline, du sport et de tous les personnels. Il nous faut essaimer, convaincre pour amplifier le son de nos voix et un enjeu fort de la période qui s'ouvre est celui de l'adhésion au sein du SNEP-FSU. Comme le dit un proverbe africain, « Tout seul on va plus vite, ensemble, on va plus loin ».

Bon congrès à toutes et tous, bonne semaine riche de réflexions, de débats respectueux et constructifs et, n'en doutons pas, d'émotions diverses et variées !

Benoît HUBERT